L'Antiaméricanisme au Canada : une étude de caricatures politiques

Laurence Cros

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/eccs/318>

DOI : 10.4000/eccs.318

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2014

Pagination : 103-132

ISSN : 0153-1700

Référence électronique

Laurence Cros, « L'Antiaméricanisme au Canada : une étude de caricatures politiques », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 76 | 2014, mis en ligne le 01 juin 2015, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/318> ; DOI : 10.4000/eccs.318

L'ANTIAMÉRICANISME AU CANADA : UNE ÉTUDE DE CARICATURES POLITIQUES

Laurence CROS
Université Paris Diderot¹

Cet article entend présenter une courte réflexion sur l'anti-américanisme canadien, en l'illustrant d'une étude de caricatures politiques qui permettra de jauger la réaction canadienne lors des moments clés qui scandent la relation avec les États-Unis. L'on montrera que la tradition anti-américaine du Canada est particulièrement vivante au XIX^e siècle, avant de s'estomper après les deux guerres mondiales. Alors que l'on peut estimer que l'adoption du libre-échange a marqué de façon symbolique la fin de l'anti-américanisme au Canada, la présente étude montrera la survie de cette tradition et de son expression à travers les caricatures politiques jusqu'à nos jours.

This article intends to present a short study of the Canadian tradition of anti-Americanism through the medium of political cartoons, which will provide a useful insight into the Canadian reaction to the major moments that punctuate the relationship with the United States. We will show that the tradition of anti-Americanism was particularly strong in Canada in the 19th century, before it gradually faded after the two world wars. While it may be argued that the adoption of free trade symbolized the end of anti-Americanism in Canada, this study will show that in fact the tradition lives on, especially through political cartoons, even to this day.

Vu d'Europe, il est parfois difficile de différencier le Canada des États-Unis, et a fortiori de penser que le Canada peut se targuer d'une tradition anti-américaine. Pourtant, comme nous le rappelle cette remarque de Frank Underhill, traditionnellement reprise dans les travaux sur l'antiaméricanisme canadien, le Canadien est « le premier anti-Américain, l'anti-Américain modèle, l'anti-Américain archétypal, l'anti-Américain idéal, tel que Dieu l'a conçu » (GRANATSTEIN 1996 : 8). La réaction anti-américaine du Canada s'explique par un processus psychologique décrit par Freud comme « le narcissisme des différences mineures » (BOW 2008 : 342), c'est-à-dire la volonté de se distinguer de celui qui vous ressemble trop par deux réactions aussi névrotiques l'une que l'autre, « soit idéalisation du Moi avec dénigrement concomitant de l'Autre, [...] soit le contraire, idéalisation de l'Autre, dénigrement et rejet du Moi » (JOANNIDIS 2006 : 30-31).

Pour le Canada, empêtré dans une éternelle quête pour se différencier d'un voisin trop semblable et trop puissant, la première réaction se traduit par l'antiaméricanisme, et la deuxième par le continentalisme, qui dans sa forme extrême appelle à une amalgamation du Canada dans l'entité étatsunienne. Le meilleur exemple de cette deuxième démarche est l'ouvrage écrit par Goldwin

¹ L'auteur s'haïte remercier le Lab'rat'ire de Recherche sur les Cultures Angl'ph'nes de l'Université Paris Dider't p'ur l'aide acc'rdée p'ur l'achat des dr'its de repr'ducti'n des caricatures qui illustrent cet article. (Université Paris Dider't, S'rb'enne Paris Cité, LARCA, UMR 8225, F-75004 Paris, France)

Smith en 1891, *Canada and the Canadian Question*, féroce réquisitoire qui conclut que le Canada est une construction historique, économique et politique artificielle dont le destin est l'intégration dans la fédération américaine (BELANGER 2011 : 9). Il faudra attendre 1930 et l'ouvrage d'Harold Innis, *The Fur Trade in Canada*, pour qu'un intellectuel canadien réponde à Smith de façon convaincante en démontrant la cohérence géographique, historique et économique du Canada, conceptualisant ainsi son statut en tant que nation indépendante sur le continent américain.

Du fait de cette proximité identitaire, si la souche canadienne d'antiaméricanisme est la plus ancienne, elle se manifeste par une forme bénigne de la maladie (DORAN et SEWELL 1988 : 107). L'antiaméricanisme canadien n'a jamais atteint la virulence qu'il revêt dans certaines régions du monde, parce qu'il est contrebalancé par une relation privilégiée entre deux peuples liés par des échanges de population et d'idées, constants tout au long de leur histoire, deux peuples qui, de plus, par la composante canadienne anglaise, sont de même langue et même culture.

Qu'est-ce que l'antiaméricanisme ? Une bonne définition générale est celle proposée par Doran et Sewell : une « caricature hostile » résultant d'une distorsion négative du gouvernement, de la société, voire des individus qui font les États-Unis (DORAN et SEWELL 1988 : 106-107). Néanmoins, la spécificité du Canada n'est pas seulement l'ancienneté de son antiaméricanisme, mais aussi son manque de virulence. Il est donc utile d'utiliser, comme le fait Kim Nossal, le concept d'« antiaméricanisme light » proposé par Moisés Naím : « l'antiaméricanisme de ceux qui, aux États-Unis et ailleurs, fulminent contre les États-Unis dans la rue et dans les média, mais qui ne cherchent pas à les détruire » (NOSSAL 2005 : 6). On retrouve cette caractéristique de la modération dans la classification élaborée par Peter Katzenstein et Robert Keohan. Partant d'une définition générale de l'antiaméricanisme comme une « tendance psychologique à avoir une vision négative des États-Unis et de la société américaine en général » (KATZENSTEIN et KEOHAN 2007 : 12), ils arrivent à une classification politique des types d'antiaméricanisme.

Trois des variantes modérées fonctionnent bien pour le Canada. L'antiaméricanisme libéral critique les États-Unis parce qu'ils ne sont pas à la hauteur de l'idéal démocratique qu'ils sont censés représenter. L'antiaméricanisme social leur reproche de ne pas mettre en place les instruments qui limiteraient les excès du marché ; il critique aussi le conservatisme sur des sujets de société comme la peine de mort, le mariage homosexuel, l'avortement... Le troisième type d'antiaméricanisme, potentiellement plus radical, est souverainiste et nationaliste et accuse les États-

Unis de fragiliser l'identité nationale ou la souveraineté du pays (KATZENSTEIN et KEOHAN 2007 : 29-32). Comme l'ont montré de façon convaincante plusieurs études, ces trois types d'antiaméricanisme ne sont pas présents de façon égale au Canada et au Québec ; la variante nationaliste, en particulier, semble être surtout cantonnée au Canada anglophone (GAGNON et DESNOYERS 2011 : 109-111).

Pourquoi superposer à l'étude de l'antiaméricanisme celle des caricatures politiques ? À l'évidence, si l'antiaméricanisme procède, comme le disent Doran et Sewell, d'une vision caricaturale des États-Unis, le genre du dessin humoristique, qui fonctionne par le biais de la satire, de la distorsion et de l'exagération, devrait en être le vecteur idéal. Élément important de l'arsenal éditorial, la caricature politique, pas plus que l'éditorial, n'est tenue à cette analyse équilibrée attendue du journalisme de qualité. Au contraire, c'est dans cette partie éditoriale que le journaliste peut exprimer librement, voire de façon acerbe, sa position idéologique. Parce qu'elles ne sont efficaces et amusantes que si elles sont comprises facilement, les caricatures politiques doivent rester proches des « préoccupations culturelles communément partagées du moment » (EL REFAIE 2003 : 84). Elles s'appuient, tout en les renforçant, sur « des visions du monde largement acceptées » (GREENBERG 2002 : 182). Ainsi, si les caricatures politiques n'offrent pas une analyse exhaustive de l'antiaméricanisme, elles offrent du moins une illustration des thèmes essentiels qui dominent le discours anti-américain au Canada à une époque donnée.

Cette étude entend se concentrer essentiellement sur la période allant des années 1980 au présent. En effet, on partira de la conclusion de Jack Granatstein, qui argue que l'adoption du libre-échange par le Canada en 1988 marque une modification fondamentale de la relation du Canada avec les États-Unis (GRANATSTEIN 1996: 285-287). De cette conclusion découle la question suivante : l'adoption du libre-échange signale-t-il la disparation définitive de l'antiaméricanisme canadien ? Néanmoins, si les quarante dernières années sont l'objet essentiel de ce travail, on a choisi de commencer par un panorama de l'histoire de la relation du Canada avec les États-Unis, sans lequel il est impossible de comprendre l'évolution de l'antiaméricanisme canadien.

La tradition anti-américaine avant le libre-échange

Le long XIX^e siècle

On peut arguer que le Canada, tel qu'il existe aujourd'hui, est l'héritier des deux sentiments anti-américains les plus anciens au monde.

Les Canadiens francophones, regroupés aujourd'hui essentiellement au Québec, descendent des colons de Nouvelle-France, dont l'histoire, aux XVII^e et XVIII^e siècles, est marquée par des conflits constants avec les colonies anglaises d'Amérique : ainsi l'Acadie ne cesse de changer de main, tandis que la ville de Québec, à peine fondée, est capturée par les frères Kirke pour le compte de l'Angleterre. Entre 1698 et 1763, il n'y a pas moins de quatre guerres entre la France et l'Angleterre, qui toutes s'étendent dans les colonies d'Amérique du nord. À part la Guerre de Sept ans, ce sont des guerres qui impliquent surtout les milices coloniales, créant ainsi une profonde hostilité entre les colons français et anglais. Plus d'un siècle plus tard, on constate, à travers la grande œuvre de Francis Parkman, *France and England in North America*, combien le souvenir de ces conflits reste vivant en Nouvelle-Angleterre. Cela laisse imaginer le ressentiment profond éprouvé par les Canadiens français, non seulement envers le conquérant britannique, mais aussi contre les « Bostonnais », et explique que les habitants de la province du Québec font de leur mieux pour rester neutres pendant la Révolution américaine.

La Révolution américaine ajoute, à ce premier héritage anti-américain du Canada, une deuxième variante d'antiaméricanisme, avec l'arrivée des Loyalistes. Ceux-ci ont été mythifiés dans l'historiographie traditionnelle du Canada comme une élite qui fuit la « *mobocratie* » américaine pour garder vivant le lien à l'Empire, et on peut penser qu'ils ont légué un Canada une profonde aversion envers les États-Unis, ainsi que l'idée que le Canada doit se définir contre les États-Unis ou, en tout cas, s'en différencier. Les Loyalistes ont introduit au Canada un antiaméricanisme antilibéral qui est resté dominant au Canada anglais pendant tout le XIX^e siècle, et même après la Première guerre mondiale (BOW 2008 : 344). Cette tradition politique canadienne se réclame de Burke plutôt que de Locke, met l'accent sur les principes inscrits dans la constitution canadienne (paix, ordre, et bon gouvernement) en opposition à ceux qui ont présidé à la création des États-Unis (vie, liberté et poursuite du bonheur). Elle proclame la supériorité du système politique canadien (monarchie constitutionnelle et régime parlementaire) par rapport à la république américaine.

Au XIX^e siècle, l'antiaméricanisme canadien se nourrit des conflits avec les États-Unis : Guerre de 1812, théorie de la destinée manifeste et crise de l'Oregon dans les années 1840, menace annexionniste et raids fenians à l'issue de la Guerre de Sécession. Comme le montrent de nombreuses caricatures politiques, la Confédération se fait en 1867 en grande partie en réponse à la peur d'une annexion des colonies britanniques d'Amérique du nord par les États-Unis. Ainsi, un dessin de 1865 (figure 1) illustre bien la peur d'être

dévoré par les États-Unis : il présente les deux Canadas d'avant la Confédération sous forme de dindes, qui doivent choisir comment être cuisinées (à la sauce de l'annexion, ou à celle de la confédération) ; pendant ce temps, Oncle Sam, sous les traits du voisin affamé, menace de manger non seulement les dindes mais aussi les cuisiniers. Ce dessin montre que les Canadiens français partagent avec les Canadiens anglais une même perception négative des États-Unis comme d'un pays avide, prêt à s'emparer du Canada.

Figure 1 : « La Question », Québec, *Le Perroquet*, 25 février 1865, p. 31. Bibliothèque et archives du Canada, domaine public.

Les dessins du XIXe siècle montrent que l'antiaméricanisme découle d'une vision caricaturale des États-Unis comme d'une nation mercantile et sans Dieu (pour les Canadiens français), et d'une démocratie sans ordre et sans loi (pour les Canadiens anglais). Mais il se nourrit également de la peur, sinon de l'annexion par la force, du moins d'un processus d'assimilation qui ferait perdre aux Canadiens anglais leur spécificité de Britanniques nord-américains,

et aux Canadiens français leur identité française et catholique. Il existe donc au Canada, de la Révolution américaine à la première guerre mondiale, un antiaméricanisme à la fois antilibéral (s'opposant aux principes d'organisation politique des États-Unis, lesquels sont largement caricaturés) et nationaliste (procédant du sentiment que les États-Unis menacent l'identité nationale).

Néanmoins, même au XIXe siècle, il convient d'apporter des nuances à cette aversion, car à l'antiaméricanisme se superpose une relation privilégiée. Il y a une tendance à chercher le soutien des États-Unis, quand les choses se gâtent avec l'allié naturel qu'est la Grande-Bretagne. Ainsi en 1848, lorsque la Grande-Bretagne met fin au système mercantile qui assurait aux produits canadiens un accès privilégié au marché britannique, les marchands de Montréal n'hésitent pas à publier un manifeste qui demande l'annexion aux États-Unis. Ce thème apparaît dans ce dessin de 1849 (figure 2), qui montre Benjamin Holmes, représentant de Montréal au Parlement et partisan de l'annexion aux États-Unis, en train de déposer l'Union Jack chez un prêteur sur gages à l'air sinistre, qui est, bien sûr, Oncle Sam. Publié dans un magazine loyaliste, qui reprend le nom du célèbre magazine satirique britannique *Punch*, le dessin condamne aussi bien la bassesse des marchands de Montréal que l'opportunisme des États-Unis, toujours prêts à saisir la chance de s'emparer d'un territoire convoité. On voit dans la vitrine, un sombrero marqué « Mexico » et un drapeau marqué « Texas », allusions transparentes à l'annexion récente d'immenses territoires mexicains par les États-Unis expansionnistes.

Figure 2 : "Pawning the Flag", Montréal, *Punch in Canada* 1:20, 20 octobre 1849, p. 155. Bibliothèque et archives du Canada, domaine public.

La proposition d'annexion aux États-Unis fut très peu suivie, mais trois ans après, la Province unie du Canada négocia avec les États-Unis un traité de libre-échange sur les produits naturels. Le domaine des échanges commerciaux est crucial pour une discussion de la relation avec les États-Unis et illustre l'ambivalence entre l'envie de profiter de leur extraordinaire dynamisme et la peur d'être absorbé. À deux reprises, un projet de libre-échange cause la défaite

du Parti libéral, alors que le Parti conservateur exploite la peur latente de l'absorption par les États-Unis et l'attachement à l'Empire. Ces sentiments apparaissent dans des caricatures politiques qui présentent un scénario de séduction ou de rapt de M^{elle} Canada par Oncle Sam. La première est une affiche du Parti conservateur pendant les élections de 1891 (figure 3), qui représente un Oncle Sam brutal et prédateur jetant ses sbires à la poursuite de M^{elle} Canada. Dans la deuxième partie, celle-ci est protégée par le lion britannique mais aussi par Sir John A. Macdonald, pistolets aux poings.

Figure 3 : « Miss Canada's Rescuer ». Affiche du parti conservateur pendant la campagne de 1891. Bibliothèque et archives du Canada, domaine public.

Le 2e dessin (figure 4), qui date de l'élection de 1911, met en scène non plus un scénario violent évoquant le rapt, mais une demande en mariage très civilisée, courtoisement rejetée par M^{lle} Canada. La différence d'atmosphère est flagrante et donne à penser que la peur d'une annexion par la force est à

présent calmée, ce qui permet à l'aversion envers les États-Unis, elle aussi, de s'estomper.

Figure 4 : « Canada's Answer », Toronto, *Evening Telegram*, 1911. Canadian Heritage Gallery, image n° 20818

Des années 1920 aux années 1950 : la trêve ?

Cette plus grande sérénité se renforce avec la première guerre mondiale, période où le Canada, grâce à son implication très importante dans le conflit, obtient la reconnaissance symbolique de son statut national par le reste du monde (participation à la signature du traité de Versailles, obtention d'un siège à la Société des Nations). Cette reconnaissance internationale apaise la vieille peur de l'annexion et permet donc une mise en sourdine de l'antiaméricanisme canadien. Le Canada, du moins dans la partie anglophone, cherche à se définir pour lui-même plutôt que par une opposition systématique aux États-Unis. Il y a aussi l'affaiblissement d'un conservatisme encore très attaché à l'Empire britannique ; le parti libéral, prudemment pro-américain, domine la période. La situation géopolitique de l'époque est favorable au Canada du fait de la relative égalité entre les États-Unis, qui ne sont pas encore une superpuissance, et la Grande-Bretagne, qui est encore une grande puissance. Le Canada peut donc maintenir un certain équilibre entre ces deux pôles. Il peut même rêver d'un destin glorieux où il servirait d'interprète entre eux, au sein du « triangle nord-atlantique »².

Vers la fin de cette période, la guerre impose un rapprochement avec les États-Unis qui se fait dans un climat de relative sérénité. On le voit dans ce dessin de 1941 célébrant la déclaration de Hyde Park, qui permet au Canada d'être inclus dans le programme de prêt-bail entre les États-Unis et la Grande-Bretagne. C'est l'occasion de réinterpréter le vieux thème de la séduction de M^{lle} Canada par Oncle Sam (figure 5) : cette fois, la demoiselle accepte les fiançailles, sous le regard approuvateur de John Bull. On est loin de la description des États-Unis comme d'un dangereux prédateur, qui dominait au XIX^e siècle.

² L'expression « triangle nord-atlantique » vient de l'ouvrage de John B. Brebner, *The North Atlantic Triangle*, publié en 1945. En relations internationales, ce concept a été développé par les politistes canadiens pour expliquer comment le Canada est pris dans un réseau d'influences où il tente de maintenir un équilibre entre les puissances britannique et américaine. Deux concepts sont liés à l'image du triangle nord-atlantique, celui de la cheville ouvrière (linchpin), qui voit le Canada comme un interprète central entre les deux puissances, et celui de contre-poids, selon lequel le Canada s'appuie sur l'une des deux puissances pour contrebalancer l'autre.

Figure 5 : Cameron, Stewart, « The Engagement Ring », Calgary, *The Calgary Herald*, 24 avril 1941. Reproduit avec la permission des Archives provinciales de l'Alberta.

« *Danser avec l'éléphant* »³ : de Diefenbaker à Trudeau

Cette sérénité canadienne anglophone dans la relation avec les États-Unis se délite petit à petit après la Deuxième Guerre mondiale pour une raison évidente, qui est la montée de la puissance américaine. Dans le monde de la guerre froide, le Canada est dépendent des États-Unis et aligné sur leur modèle comme jamais auparavant. Le contrepoids de la Grande-Bretagne, encore efficace dans l'entre-deux guerre, ne fonctionne plus : économiquement, il y a une accélération massive des investissements américains et des flux commerciaux ; militairement, le Canada n'a guère d'autre choix que de suivre le leadership américain au sein de l'OTAN puis du NORAD.

Si la relation avec les États-Unis pendant les années 1950 est marquée par un alignement presque total, quelques inquiétudes s'expriment dès cette période, en particulier sur la perte de l'identité culturelle du Canada face au rouleau compresseur de la culture populaire américaine (rapport Massey en 1951). Il y a aussi des inquiétudes, exprimées par Walter Gordon et la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada (1955-1957), sur la mainmise des États-Unis sur les ressources naturelles et les entreprises canadiennes (CHAPNICK 2008 : 33-34). Cela apparaît dans cette caricature, où Robert LaPalme critique le contrôle américain sur les ressources minières du Québec en dépeignant le premier ministre Maurice Duplessis en souteneur qui prostitue la Belle Province à un Américain libidineux (figure 6). En 1963, un dessin évoque les vains efforts de Walter Gordon, désormais ministre des finances, pour réduire le contrôle des États-Unis sur l'économie canadienne (figure 7).

³ Ce titre est emprunté à l'ouvrage de Bruce Muirhead, *Dancing Around the Elephant: Creating a Prosperous Canada in an Era of American Dominance, 1957-1973* (Toronto, University of Toronto Press, 2008). Il fait référence à la célèbre remarque de Pierre Trudeau à Washington en 1969: "Living next to you, is like sleeping with an elephant; no matter how friendly and even-tempered is the beast, one is affected by every twitch and grunt."

Figure 6 : LaPalme, Robert, « Mais, mon frère, en sommes-nous rendus là ? », Montréal, *Le Canada*, 5 mai 1947 (HOU 2011: 9). Reproduit avec l'aimable permission de la Fondation LaPalme.

Figure 7 : Yanovsky, Avrom, “Why Gordon can’t budge it”, Vancouver, *Pacific Tribune*, 28 juin 1963 (HOU 2011: 131). 78. Reproduit avec l’aimable permission de Mme Anna Yanovsky.

Dès les années 1950, on trouve donc au Canada des variantes modérées d’antiaméricanisme nationaliste et social. De plus, la crise de Suez en 1956, durant laquelle le Canada ne soutient pas clairement la Grande-Bretagne, mais sert d’intermédiaire dans les négociations avec les États-Unis, réveille les vieux démons du loyalisme, et la peur de voir le Canada « trahir » la mère patrie au profit des États-Unis. Tous ces éléments profitent à Diefenbaker et aux Conservateurs progressistes et leur permettent de gagner les élections de 1957,

puis de 1958, avec un programme nationaliste, à défaut d'être ouvertement anti-américain.

Dans les années 1960 et 1970, l'antiaméricanisme libéral est renforcé au Canada, comme dans le reste du monde, par la contestation de la guerre du Vietnam. Le Canada accepte mal ce premier conflit de la guerre froide que les États-Unis mènent de façon unilatérale, sans mandat de l'ONU ou de l'OTAN, ce qui se traduit par la réapparition d'une perception négative des États-Unis comme pays militariste, agressif, arrogant et hypocrite. Les années 1970 sont dominées par la figure de Pierre Trudeau, dont la motivation essentielle n'est pas tant l'antiaméricanisme que le souci de préserver l'autonomie et la spécificité du Canada. Ainsi la politique de la 3^e option vise à développer les relations commerciales avec l'Europe et le Japon pour réduire la dépendance envers les États-Unis. D'autre part, Trudeau se démarque de la diplomatie américaine en reconnaissant la Chine, comme le montre ce dessin de 1970 (figure 8) et en maintenant les relations avec l'URSS et Cuba.

Figure 8 : McNally, Ed, « Trudeau and China », *Montreal Star*, 14 octobre 1970 (HOU 2011: 131). Reproduit avec l'aimable permission de Mme Jo Ann McNally.

La tradition anti-américaine aujourd'hui

Les années 1980s et l'adoption du libre-échange : la fin de l'antiaméricanisme canadien ?

Si Pierre Trudeau est souvent dépeint comme antiaméricain, son successeur conservateur, Brian Mulroney, est présenté comme pro-américain. Dans la réalité, les deux premiers ministres partagent la volonté de défendre les intérêts canadiens, mais la différence majeure est que pour Trudeau, cela passe par la résistance envers les États-Unis, alors que Mulroney choisit la stratégie d'une coopération plus poussée. C'est sur la question du libre-échange que cette approche s'est le mieux concrétisée. Devant la montée aux États-Unis d'un mouvement protectionniste qui pourrait menacer le commerce avec le Canada, et face à la tendance mondiale de mise en place de blocs régionaux de libre-échange, le gouvernement de Mulroney opte pour le libre-échange avec les États-Unis. Cette décision consacre l'échec de la 3^e option de Trudeau et l'adoption de la 2^e option, rejetée en 1972 par souci de maintenir une mesure maximale d'indépendance. La victoire des Conservateurs lors des élections fédérales de 1988, dont l'enjeu essentiel est le libre-échange, marque un tournant essentiel de l'histoire du Canada après les échecs retentissants de 1891 et 1911. Peut-on en conclure que le Canada est à présent suffisamment sûr de lui pour ne plus avoir peur des États-Unis, et que, par conséquent, la tradition anti-américaine est en passe de disparaître ? L'opposition populaire, qui reste forte (52% des électeurs votent pour des partis qui s'opposent au libre-échange) amène à nuancer ce jugement (GRANATSTEIN 1996 : 271).

Cela est confirmé par une vague de dessins satiriques qui dénoncent le libre-échange comme contraire aux intérêts canadiens. Il est vrai que la forme même de la caricature se prête plus facilement à l'expression d'une critique que d'une adhésion. Néanmoins, on constate que la méfiance envers le libre-échange exprimée massivement par les caricaturistes, semble bien correspondre à celle exprimée par les électeurs. Cette méfiance découle de la vieille peur de voir l'intégration économique mener irrémédiablement à une intégration politique et un alignement sur le modèle américain, considéré comme inférieur au modèle canadien, en particulier en ce qui concerne les programmes sociaux. Les caricatures mettent en scène des États-Unis qui jubilent devant la conquête si longtemps différée du Canada : ainsi dans cette reprise du célèbre dessin de James Montgomery Flagg, utilisé pour encourager le recrutement dans l'armée américaine pendant la Première guerre mondiale, le slogan « I Want You for US Army » est transformé en « I Want Canada », réveillant d'un coup plus de cent années de peur et d'aversion face au prédateur américain (figure 9).

Figure 9 : Krieger, Bob, “I Want Canada”, 26 mai 1987, Vancouver, *The Province*. Simon Fraser University Library Editorial Cartoons Collection, cartoon N° 7672

Un thème complémentaire est celui de la trahison des leaders conservateurs, qui abandonnent plus d'un siècle de lutte pour maintenir l'indépendance canadienne : ainsi cette caricature d'Aislin (figure 10) juxtapose les héros qui ont sauvé le Canada des griffes des États-Unis (Macdonald et Diefenbaker, « deux grands Canadiens ») et Mulroney, présenté en souteneur pressé d'envoyer M^{lle} Canada au turbin. Le dessin reprend ainsi la vieille tradition de dépeindre les rapports entre les deux pays sous la forme d'une

relation sexuelle passant par la contrainte ou la prostitution ; elle fait écho au poster de 1891 montrant Macdonald défendant M^{lle} Canada et au dessin de LaPalme de 1947 qui peignait déjà Duplessis en souteneur.

Figure 10 : Aislin (Mosher, Terry), “Two Great Canadians”, *The Montreal Gazette*, 31 décembre 1987. Reproduit avec l’aimable permission du dessinateur⁴.

Ce thème d’un Canada trahi et vendu aux États-Unis par les hommes politiques montre la forte composante nationaliste de l’antiaméricanisme qui

⁴ Aislin a été l’un des caricaturistes les plus prolifiques et les plus engagés dans la lutte contre le libre-échange en 1987 et 1988. Jack Granatstein souligne sa contribution exceptionnelle au débat anti libre-échange, ainsi que celle des caricaturistes en général, car « c’est visuellement que le mépris et la peur de la puissance américaine étaient le mieux représentés » (GRANATSTEIN 1996 : 263).

s'exprime en 1987-1988 : il s'agit moins de critiquer les États-Unis, certes perçus comme une société à la fois prédatrice et inférieure, que d'œuvrer pour maintenir l'indépendance et la spécificité du Canada. Il convient de noter d'ailleurs que les Québécois francophones, quant à eux, ont généralement bien accueilli le projet de libre-échange (GRANATSTEIN 1996 : 272). En effet, si le libre-échange avec les États-Unis pouvait être perçu comme une menace pour le projet national canadien, il fut compris comme une chance pour le Québec de renforcer son propre projet national en se libérant de sa dépendance économique envers le Canada anglophone. Le Canada anglophone pouvait craindre que l'intégration économique avec les États-Unis, se superposant avec la convergence linguistique et culturelle, affaiblisse considérablement le projet national canadien ; pour le Québec francophone, sûr d'être une « société distincte » en Amérique, l'association économique avec les États-Unis venait renforcer ses chances de gagner son indépendance politique vis-à-vis du Canada.

Les années 1990 : la lune de miel ?

Compte tenu de la violence du débat sur le libre-échange, il est étonnant que les Libéraux, revenus au pouvoir en novembre 1993, n'aient pas tenté d'annuler le traité. Il est vrai que pendant ces cinq années, le Canada a profité d'une prospérité sans précédent, due à l'augmentation des échanges avec les États-Unis. Entretemps, le libre-échange avait été étendu au Mexique avec l'ALENA, et le Canada était entré dans l'Organisation des États d'Amérique. Ces deux événements semblent donc symboliser le fait que le Canada a enfin accepté son destin américain, non pas au sens états-unien, mais au sens hémisphérique. Les années 1990 semblent donc avoir apporté la preuve que l'intégration économique ne mène pas irrémédiablement à la perte de la souveraineté canadienne. Cette vieille peur étant apaisée, l'antiaméricanisme de type nationaliste qui s'est exprimé fortement au moment de l'adoption du libre-échange s'est, lui aussi, calmé.

Néanmoins, il reste pendant cette période une sorte de susceptibilité canadienne vis-à-vis des États-Unis, dont témoignent ces deux caricatures, où Jean Chrétien tente de maintenir un semblant de dignité face à Bill Clinton; néanmoins ces échappatoires ridicules, qui ne font que souligner l'asservissement du Canada, sont tournées en dérision (figures 11 et 12).

Figure 11: Bierman, Bob, "I have my pride, Bill... No spurs! », date et source non disponibles. Simon Fraser University Library Editorial Cartoons Collection, cartoon N° 2869

Figure 12 : Rice, Ingrid, “Behind closed doors at the White House”, source non disponible, 8 avril 1997. Simon Fraser University Library Editorial Cartoons Collection, cartoon N° 4000

Comme souvent, ce n’est pas tant les États-Unis qui sont critiqués, que la faiblesse du Canada face à eux. Cette constatation indéniable du déséquilibre entre les deux pays ne peut que nourrir un ressentiment, qui est de nature nationaliste plus que véritablement anti-américaine. Cette situation forme un terreau fertile pour de petites piques régulières contre ce voisin qui fait une ombre constante au Canada. Comme le souligne Brian Bow, les hommes politiques en général, et Jean Chrétien en particulier, y ont régulièrement recours pour flatter l’ego canadien et rétablir leur popularité. Ainsi il rappelle cet épisode de 1997, où Jean Chrétien a été surpris à dire au premier ministre belge qu’il aime bien résister aux Américains, parce que cela plait toujours aux Canadiens (BOW 2008 : 350).

L’après-2003 : Bush, la guerre en Irak, et le réveil de la tradition anti-américaine

Même pendant les années 1990, période de prospérité et de relative harmonie entre les deux pays, il subsiste donc au Canada une attitude envers les

États-Unis qui relève moins de l'antiaméricanisme que d'une sorte de sensibilité nationaliste à fleur de peau. Il n'est donc pas étonnant de constater qu'à la première divergence sérieuse entre les deux pays, cette sensibilité a explosé pour produire une forte poussée d'antiaméricanisme. Certes, la réaction du Canada après l'intervention en Irak en 2003 exprimait une opposition à la politique de George Bush, mais on constate aussi la réapparition du sentiment que les États-Unis sont, de façon générale, un pays agressif, qui agit de façon unilatérale pour servir ses intérêts géostratégiques sous couvert de défense de la démocratie. Cette perception vient heurter des valeurs centrales au Canada : antimilitarisme, multilatéralisme et concertation entre les nations, ainsi que défense des droits de l'homme et de la liberté. On retrouve cette perception négative des États-Unis dans cette caricature qui souligne l'agressivité unilatéraliste des Américains et montre un Jean Chrétien qui s'accroche à la Charte des Nations Unies, faible rempart contre le flot d'insultes dont l'accable un Oncle Sam furieux (figure 13).

Figure 13 : Peterson, Roy, “Cold Confort”, 28 mars 2003, Vancouver Sun. Simon Fraser University Library Editorial Cartoons Collection, cartoon N° 4833

La politique américaine en Irak prépare le terrain pour l'idée plus générale que, loin d'être une société libérale, les États-Unis sont en fait réactionnaires dans des domaines où le Canada est en avance, comme le mariage homosexuel, le droit à l'avortement, la peine de mort. Dans son best seller *Fire and Ice*, Michael Adams argue que les Américains et les Canadiens sont de plus en plus différents à cause de leurs divergences sur ces questions de société. Cette idée est illustrée par cette caricature qui nous présente les États-Unis et le Canada comme un couple homosexuel en crise (figure 14). On y retrouve le vieux scénario de la relation de séduction entre les deux pays, transformé par le thème du mariage homosexuel (qui illustre l'avancement du Canada comme société libérale). Le dessin n'exprime pas la peur de l'américanisation du Canada, qui était le moteur de l'opposition au libre-échange et nourrissait un anti-américanisme de type nationaliste, mais plutôt

une variante libérale qui se fonde non seulement sur l'opposition à la politique de George Bush en Irak, mais aussi sur une critique d'aspects de la société américaine considérés comme réactionnaires.

Figure 14 : Peterson, Roy, "When Legalized Relationships Go Wrong", 11 juillet 2003, *Vancouver Sun*. Simon Fraser University Library Editorial Cartoons Collection, cartoon N° 4859

Les élections de 2006 permettent de mesurer le réveil de l'antiaméricanisme au Canada. Il est suffisamment fort pour que les Libéraux en fassent un pilier de leur stratégie électorale, dépeignant Stephen Harper comme un suppôt des États-Unis qui suivra la même politique que la droite religieuse américaine et remettra en cause le droit à l'avortement, le mariage homosexuel, le système de santé... tout ce qui, aux yeux des Canadiens, distingue le Canada des États-Unis et en fait sa supériorité. En reprenant le vieil argument que pour sauver le vrai Canada, il faut voter contre le parti pro-

américain, les Libéraux en 2006 ont donc exploité l'antiaméricanisme canadien sous toutes ses facettes : libérale, sociale et nationaliste.

Cette stratégie électorale, fondée sur la peur d'une américanisation du Canada, fait écho aux élections sur le libre-échange de 1891, 1911 et 1988. Ainsi, en décembre 2005, Paul Martin critique la décision américaine de ne pas ratifier le protocole de Kyoto. L'ambassadeur américain au Canada, David Wilkins, réplique en mettant en garde le premier ministre contre les dangers de critiquer l'allié principal du Canada pour servir ses intérêts électoraux. Cela donne à Paul Martin l'occasion de déclarer que rien, pas même les États-Unis, ne l'empêchera de défendre les intérêts du Canada. La polémique inspire les caricaturistes, par exemple Bruce McKinnon, qui met en parallèle l'intervention américaine en Irak et l'intrusion de l'ambassadeur dans les élections canadiennes (figure 15).

Figure 15 : McKinnon, Bruce, "David Wilkins vows USA would never meddle in another nation's election", *Halifax Chronicle Herald*, 16 décembre 2012. Artizans.com, image n° MAC1191.

Les élections de 2006 montrent à la fois la continuité et la rupture de la tradition anti-américaine aux États-Unis : celle-ci existe toujours et resurgit lorsqu'une politique ou un leader met en lumière les aspects des États-Unis qui heurtent les valeurs canadiennes. Comme le montre Brian Bow, l'opposition particulière à cette politique ou ce leader déborde alors pour générer une opinion négative des États-Unis en général (BOW 2008 : 351-353). Néanmoins, si l'on compare avec 1891 et 1911, on constate qu'agiter l'épouvantail américain ne permet plus de remporter les élections. Cette évolution, déjà amorcée en 1988, est confirmée par le résultat des élections de 2006 et démontre donc clairement que l'antiaméricanisme canadien, s'il est toujours présent en filigrane, n'est plus l'élément constitutif de l'identité canadienne qu'il a pu être il y a une centaine d'années.

Conclusion

Cette étude de quelques caricatures politiques, qui illustrent les thèmes essentiels de la relation du Canada aux États-Unis à certaines périodes de crise, montre que l'antiaméricanisme ne joue pas aujourd'hui au Canada le rôle crucial qu'il a joué par le passé. Autrefois, l'antiaméricanisme, nourri par la peur d'être absorbé par les États-Unis, était un vecteur crucial de survie et de différenciation identitaire pour le Canada. Aujourd'hui, plus que d'un antiaméricanisme, on peut parler pour le Canada d'une obsession américaine, née de l'impossibilité de se soustraire à l'emprise de l'hyper puissance des États-Unis. Si ce sentiment est partagé par le reste du monde, il est exacerbé au Canada, du fait de la proximité géographique, de la ressemblance culturelle et linguistique, et de l'intégration économique. La relation est supportable quand tout va bien. En revanche, en cas de désaccord politique majeur, le ressentiment larvé envers ce voisin trop puissant s'aggrave, faisant temporairement renaître les vieux démons de la peur et de l'aversion envers les États-Unis.

On peut conclure sur une dernière caricature qui illustre parfaitement pourquoi la relation du Canada avec les États-Unis est et restera longtemps à la fois cruciale et problématique : d'une part, parce que c'est une super puissance, et d'autre part, parce que c'est un voisin encombrant.

Figure 16: Peterson, Roy, “But You Have To Live Next To Them”, 4 mars 2005, *Vancouver Sun*. Simon Fraser University Library Editorial Cartoons Collection, cartoon N° 5038.

Sources des caricatures

Artizans.com

Canadian Heritage Gallery

HOU Charles et Cynthia (1997), *Great Canadian political cartoons, 1820 to 1914*, Vancouver, Moody's Lookout Press.

HOU Charles et Cynthia (2002), *Great Canadian political cartoons, 1915 to 1945*, Vancouver, Moody's Lookout Press.

HOU, Charles et Cynthia (2011), *Great Canadian Political Cartoons 1946 to 1982*, Vancouver, Moody's Lookout Press.

Library and Archives Canada

McCord Museum Cartoon Collection

Bibliographie

- BÉLANGER, Damien-Claude, *Prejudice and Pride: Canadian Intellectuals Confront the United States, 1891-1945*, Toronto, University of Toronto Press.
- BOW, Brian (2008), “Anti-Americanism in Canada, Before and After Iraq”, in *American Review of Canadian Studies* 38:3, pp. 341-359.
- CHAPNICK, Adam (2008), “Running in Circles: The Canadian Independence Debate in History”, in B. Bow et P. Lennox (éds.), *An Independent Foreign Policy for Canada? Challenges and Choices for the Future*, Toronto, University of Toronto Press, pp. 25-40.
- DESBARATS, Peter et MOSHER, Terry (1978), *The Hecklers: A History of Canadian Political Cartooning and A Cartoonists' History of Canada*, Toronto, McClelland and Stewart.
- DORAN, Charles F. et SEWELL, James Patrick (1988), “Anti-Americanism in Canada?”, *Annals of the American Academy of Political & Social Science* 497, pp. 105-119.
- EL REFAIE, Elisabeth (2003), “Understanding Visual Metaphor: The Example of Newspaper Cartoons”, *Visual Communication* 2:1, pp. 84.
- GAGNON, Frédéric et DESNOYERS, Marc (2011), « Les Québécois sont-ils davantage antiaméricains que les Canadiens ? », in G. Lachapelle, *Le destin américain du Québec. Américanité, américanisation et anti-américanisme*, Québec, Presses de l'Université Laval, pp. 89-114.
- GRANATSTEIN, Jack (1996), *Yankee Go Home: Canadians and Anti-Americanism*, Toronto, HarperCollins.
- GREEN, Adam J (2007), “Mapping North America: Visual Representations of Canada and the United States in Recent Academic Work and Editorial Cartoons”, *American Review of Canadian Studies* 37:2, pp. 130-149.
- GREENBERG, Josh (2002), “Framing and temporality in political cartoons: A critical analysis of visual news discourse”, *Canadian Review of Sociology* 39:2, pp. 182.
- HILLMER, Norman (2006), “Are Canadians Anti-American ?”, *Policy Options* July-August, pp. 63-65.
- JOANNIDIS, Christo (2006), “Psychoanalysis and Psychoanalytic Psychotherapy”, *Psychoanalytic Psychotherapy* 20:1, pp. 30-39.

- KATZENSTEIN, Peter et KEOHANE, Robert (éds.) (2007), *Anti-Americanisms in World Politics*, Ithaca, Cornell University Press.
- NOSSAL, K. R (2005), *Anti-Americanism in Canada*, Budapest, Center for Policy Studies.
- (2007), "Defense Policy and the Atmospherics of Canada-U.S. Relations: The Case of the Harper Conservatives", *American Review of Canadian Studies* 37:1, pp. 23-34.
- SPENCER, David R (2002). "The "Art" of Politics: Victorian Canadian Political Cartoonists Look at Canada-US Relations", *Media History Monographs*, 6:1, pp. 1-51.
- TRIMBLE, Linda (2010), "Drawn to the Polls: Representations of Canadian Voters in Editorial Cartoons", *Journal of Canadian Studies*, 44:2, pp. 70-96.